



EAO/G. NAPOLITANO

Les forêts et les arbres hors forêt sont essentiels à la sécurité alimentaire et à la nutrition mondiales

Résumé de la Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition

Siège de la FAO, Rome, Italie, 13-15 mai 2013

La Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition a été organisée par la FAO en partenariat avec Biodiversity International, le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), le Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF) et la Banque mondiale¹. Plus de 400 participants ont assisté à cette réunion technique, notamment des experts représentant des gouvernements, des organisations de la société civile, des communautés autochtones et d'autres communautés locales, des bailleurs de fonds et des organisations internationales, issus de plus de 100 pays. Un vaste éventail de questions essentielles ont été soulevées, dont un grand nombre sont synthétisées ci-dessous.

Ce résumé et les recommandations qu'il contient ont été élaborés par les organisateurs de la Conférence et ne représentent pas nécessairement la position des États Membres de la FAO.

¹ La Conférence a été parrainée par le Ministère britannique du développement international (DFID), le Ministère fédéral allemand de l'alimentation, de l'agriculture et de la protection des consommateurs, le Ministère norvégien de l'agriculture et de l'alimentation, le Service des forêts des États-Unis d'Amérique, le Centre mondial d'agroforesterie et la Banque mondiale.

Des participants assistent à la séance d'ouverture de la Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition au siège de la FAO, Rome, Italie

MESSAGES CLÉS

- Le rôle des forêts et des arbres hors forêt² dans la lutte contre la faim exige une bien plus grande attention et devrait être intégré dans les stratégies pour la sécurité alimentaire et la nutrition.
- La sécurité alimentaire est ancrée dans la diversité – en termes de biotes, de paysages, de cultures, de régimes alimentaires, d'unités de production et de gestion. Les forêts et les arbres sont indispensables pour maintenir cette diversité.
- Les services écosystémiques fournis par les forêts et les arbres offrent une contribution essentielle aux communautés tributaires des forêts et à l'agriculture, en particulier en protégeant le sol et les eaux, en maintenant la fertilité des sols, en régularisant le climat et en fournissant un habitat aux pollinisateurs sauvages et aux prédateurs des ravageurs agricoles.

² Dans ce résumé, la désignation « arbres hors forêt » comprend les systèmes agroforestiers, les autres arbres situés dans les exploitations agricoles et les arbres présents dans les paysages ruraux et urbains non boisés.

MESSAGES CLÉS (suite)

- Les aliments forestiers et les produits arboricoles ont été des éléments importants des régimes alimentaires ruraux pendant des millénaires et assurent aujourd'hui une nutrition essentielle à des millions de personnes. Plus du tiers de la population mondiale dépend du bois de feu pour cuire les aliments.
- Les forêts et les arbres hors forêt, ainsi que la gestion durable de ces ressources, jouent un rôle crucial en assurant la résilience des systèmes de production alimentaire face au changement climatique et à l'instabilité économique, sociale et politique. Les sources de revenu tirées des forêts et des arbres peuvent contribuer à renforcer cette résilience.
- Il est possible d'utiliser davantage d'espèces forestières, notamment de végétaux et d'insectes, dans le cadre de la production alimentaire à grande échelle. Toutefois, le déboisement et la dégradation des forêts risquent d'entraîner la perte d'un grand nombre de ces espèces.
- Si la cause principale de perte du couvert forestier est l'expansion de l'agriculture, il est toutefois possible d'augmenter la

production agricole et de protéger les forêts en même temps, notamment en restaurant les terres forestières dégradées, en utilisant davantage les arbres dans l'agriculture et en adaptant dans ce sens les politiques et les cadres institutionnels.

- Des régimes fonciers et forestiers sécurisés et un accès plus équitable aux ressources pour les communautés locales et les femmes encourageront des approches durables de la sécurité alimentaire et de la nutrition, axées sur la forêt et les arbres.
- Il importe de recueillir, documenter et mieux utiliser les savoirs traditionnels, et de les associer aux connaissances scientifiques en vue de renforcer le rôle des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition.
- Les femmes ont souvent des connaissances spécialisées sur les forêts et les arbres en matière de diversité des espèces, d'utilisation à des fins variées, et de pratiques de conservation et de gestion durable, mais leur rôle pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés forestières est sous-estimé.
- Il importe de renforcer la collaboration aux niveaux national et international pour

améliorer la collecte de données, ainsi que la communication, la transmission et la surveillance de celles-ci, concernant les contributions des produits forestiers non ligneux, des services écosystémiques forestiers et d'autres aspects de la sécurité alimentaire et de la nutrition liés aux forêts et aux arbres.

- La formation en matière d'entreprises forestières durables peut aider les communautés dépendantes des forêts, notamment les femmes et les jeunes, non seulement à accéder à des chaînes de valeur justes, comme celles appliquées dans le commerce équitable, améliorant ainsi leur sécurité alimentaire et leur nutrition, mais aussi à tirer parti de leurs savoirs traditionnels.
- Les gouvernements, la société civile, les peuples autochtones, les organisations bilatérales et multilatérales d'aide au développement, le secteur privé et les autres parties prenantes sont invités à renforcer la contribution des forêts et des arbres hors forêt à la sécurité alimentaire et à la nutrition au travers de nombreuses mesures réalisables, indiquées dans les recommandations ci-dessous.



FAOR. FAIDUTTI

LES AVANTAGES DES FORÊTS, DES ARBRES HORS FORÊT ET DE L'AGROFORESTERIE

Dans le monde entier, des millions de personnes dépendent des forêts et des arbres hors forêt pour leur sécurité alimentaire et leur nutrition – soit directement grâce à la consommation et la vente d'aliments issus de ceux-ci, soit indirectement par le biais des emplois, de la biodiversité et des services écosystémiques forestiers.

Les aliments forestiers et les produits arboricoles comme les feuilles, les graines, les noix, le miel, les fruits, les champignons, les insectes et le gibier ont constitué d'importantes composantes des régimes alimentaires ruraux pendant des millénaires. La vaste

En Guinée, une femme passe près d'un grand Parinari exca, un arbre forestier à feuillage persistant qui donne un fruit comestible à la peau rugueuse. Dans le monde entier, des millions de personnes dépendent des forêts et des arbres hors forêt pour leur sécurité alimentaire et leur nutrition – soit directement à travers la consommation et la vente d'aliments issus de ceux-ci, soit indirectement par le biais des emplois, de la biodiversité et des services écosystémiques forestiers



FAO/A. VITALE

Des pêcheurs de Nagapattinam, Tamil Nadu, Inde, sont assis sur une barque renversée après le tsunami de 2005. Il est clairement manifeste que les forêts aident à protéger les zones côtières contre les inondations, accroissant ainsi la stabilité de la production alimentaire sur ces terres, et qu'elles sont également aptes à produire des emplois et à fournir des aliments à la suite de telles catastrophes

gamme de plantes médicinales trouvées dans les forêts contribue à la santé et au bien-être des populations tributaires de ces dernières, et est à la base de nombreux produits pharmaceutiques fabriqués désormais dans le monde entier. Les forêts et les arbres hors forêt sont d'importantes sources de fourrage pour le bétail, en particulier dans les zones arides. La diversité génétique présente dans les forêts naturelles offre des possibilités considérables pour la découverte, le développement et l'amélioration de nouvelles sources d'aliments et de médicaments, entre autres choses.

L'utilisation potentielle d'espèces forestières, notamment de plantes et d'insectes, dans le cadre d'une production alimentaire à grande échelle est immense. Nombre d'aliments forestiers et de produits arboricoles ont une valeur nutritionnelle extrêmement élevée.

Les services écosystémiques fournis par les forêts et les arbres hors forêt offrent une contribution essentielle à la production agricole et aux communautés forestières, par exemple en protégeant les ressources en eau et en sols, en participant aux processus de mise en valeur des sols et en renforçant leur fertilité, en régularisant le climat, et en fournissant un habitat aux pollinisateurs sauvages et aux prédateurs des ravageurs agricoles.

Les terres humides forestières et les forêts de mangrove aident à protéger les zones côtières contre les inondations, accroissant ainsi la stabilité de la production alimentaire dans ces zones. Les forêts jouent aussi un rôle crucial dans les pêches riveraines et côtières, qui sont souvent fondamentales pour les communautés pauvres. Les forêts de montagne fournissent des services écosystémiques essentiels, notamment de l'eau de qualité pour les communautés situées en aval et leurs activités agricoles.

Les forêts et les arbres hors forêt sont des sources d'aliments et de revenus significatives, pour les populations pauvres et les femmes en particulier, et pourraient se révéler essentielles dans des moments de crise économique, politique et écologique. La présence des forêts et des arbres hors forêt augmente la résilience des écosystèmes et la capacité des populations de satisfaire leurs besoins nutritionnels.

D'après les estimations, quelque 2,6 milliards de personnes dépendent du combustible ligneux – charbon de bois compris – pour la cuisson des aliments. L'utilisation du bois comme source d'énergie est vitale pour les économies locales, de même que pour accroître l'appétibilité et la valeur nutritionnelle des aliments devant être cuisinés.

Il existe un vaste éventail de systèmes agroforestiers – les systèmes agrosylvopastoraux en particulier – aptes à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à la fourniture directe d'aliments, à l'augmentation des revenus des agriculteurs, à l'approvisionnement en combustible pour la cuisson des aliments, à l'amélioration des sols et de la productivité agricole, et à l'apport d'autres services écosystémiques.

Les peuples autochtones et les autres communautés locales détiennent une richesse immense de savoirs traditionnels sur la culture, la récolte et la préparation des aliments forestiers et arboricoles, ainsi que sur la gestion durable des terres. Les paysages traditionnels associant forêts et agriculture ont tendance à avoir une forte résilience face aux perturbations environnementales et sociales.

Des apiculteurs près de Kigoma, République-Unie de Tanzanie, recueillent un nid d'abeilles dans une ruche. Les aliments forestiers et les produits arboricoles, comme le miel, ont constitué d'importantes composantes des régimes alimentaires ruraux pendant des millénaires



FAO/S. MALINA

PRINCIPAUX ENJEUX ET GOULETS D'ÉTRANGLEMENT

Les nombreuses contributions des forêts et des arbres hors forêt à la sécurité alimentaire et à la nutrition ne sont habituellement guère reflétées dans les stratégies nationales pour le développement, l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En outre, il manque souvent les financements à long terme nécessaires pour assurer le succès des projets visant à promouvoir la gestion durable des forêts et l'agroforesterie. De nombreuses stratégies de planification de l'utilisation des terres, souvent élaborées sans la participation des populations concernées, de même que les investissements dans la production agricole à grande échelle, ont appauvri les petits exploitants en les excluant des chaînes de valeur naissantes, créant sans le vouloir une concurrence pour les ressources, et limitant leur capacité à s'adapter aux risques climatiques, aux ravageurs et à l'incertitude de la demande des marchés. À l'échelle mondiale, l'agriculture est la cause principale de la perte de forêts.

Dans de nombreux endroits, les aliments forestiers et les produits arboricoles sont surexploités. Ainsi, le prélèvement excessif de viande de brousse représente une question sérieuse dans certaines forêts d'Afrique. La faible application des mesures portant sur l'utilisation des terres, conjuguée par exemple à une exploitation forestière et minière et à une agriculture non viables, peuvent exercer des effets cumulés conduisant à l'appauvrissement des terres et des communautés locales. La dégradation des terres et des forêts contribue à l'insécurité alimentaire et s'accompagne de taux accrus de mortalité infantile. À mesure que les populations perdent leur sécurité alimentaire, leur capacité à innover est entravée, ce qui ne fait qu'accroître en retour leur insécurité alimentaire. Ceux qui en souffrent sont les personnes les plus susceptibles d'exploiter les ressources naturelles de façon non viable et de les épuiser.

Si la technologie est inefficace, l'emploi du bois pour la cuisson des aliments peut causer de graves problèmes de santé dus à la pollution de l'air dans les habitations, et

peut déterminer aussi d'importantes émissions de gaz à effet de serre. En l'absence de systèmes de gestion et de distribution appropriés, le ramassage du bois de feu peut être une tâche excessivement pénible pour les femmes et les enfants, mais c'est aussi une importante source de revenu. Dans certaines zones, la récolte de bois à des fins énergétiques est un facteur significatif de dégradation des forêts.

Les pratiques agricoles devraient tenir compte des piliers économiques, sociaux et environnementaux du développement durable. Les coûts environnementaux des pratiques agricoles sont souvent ignorés. Conjuguée à des subventions non équilibrées, cette situation peut rendre l'agriculture plus rentable que la gestion durable des forêts et des systèmes agroforestiers mais risque aussi d'encourager des pratiques agricoles inadaptées.

La recherche sur la biodiversité forestière fait souvent défaut, ce qui pourrait nuire à la sécurité alimentaire et à la nutrition. En outre, les savoirs traditionnels sur les aliments forestiers risquent de se perdre ou d'être exploités par des intervenants extérieurs qui tirent de ces connaissances la majeure partie des avantages commerciaux. Les savoirs traditionnels locaux sont souvent ignorés dans les approches conventionnelles de la planification, du développement et de la gestion de l'utilisation des terres, ce qui tend à réduire la biodiversité et conduit à une perte équivalente de la résilience.

On observe également un manque de connaissances et de données pour appuyer efficacement l'élaboration de politiques concernant, entre autres : le rôle des produits forestiers non ligneux (PFNL), des ressources

en faune sauvage et des services écosystémiques forestiers en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et la concrétisation du droit à l'alimentation; la main-d'œuvre et l'emploi décent dans le secteur forestier, notamment dans le sous-secteur des PFNL; le rôle des forêts et des arbres dans la sécurité alimentaire et la nutrition urbaines; les forêts de montagne et leur rôle dans la sécurité alimentaire et la nutrition; et la situation socioéconomique des populations tributaires des forêts. En outre, il n'existe pas de cadre convenu au plan international pour orienter la collecte, la notification et la diffusion des données sur l'utilisation et le commerce des PFNL, des animaux sauvages et des services écosystémiques forestiers intéressant la sécurité alimentaire et la nutrition.

Les femmes ont souvent des connaissances spécialisées sur les forêts et les arbres au plan de la diversité des espèces et de leur utilisation pour divers objectifs, ainsi que sur les pratiques de conservation et de gestion. Par rapport aux hommes, le savoir des femmes tend à être lié plus directement à la consommation alimentaire et à la santé de la famille, ce qui est particulièrement important pendant les crises alimentaires. Toutefois, le rôle des femmes dans les filières forestières est rarement soutenu par les décideurs et les fournisseurs de services.

OPTIONS STRATÉGIQUES, INNOVATIONS PRATIQUES ET OPPORTUNITÉS ÉMERGENTES

Les gains économiques, sociaux et environnementaux potentiels procurés par un régime foncier sûr sont considérables et peuvent déterminer des améliorations fondamentales dans la gestion des terres.



Terrains agricoles en pente raide dans un paysage extrêmement dégradé du sud-ouest de la Chine. La déforestation et une gestion foncière non durable peuvent exercer des effets cumulés conduisant à l'appauvrissement des terres et des communautés locales

FAO/FO.0254/T. HOEHR



Des travailleurs récoltent du riz en Indonésie. Une approche paysagère de la gestion ayant une forte base écologique peut accroître l'aptitude des populations à produire, récolter et acheter des aliments dans les situations de choc et de stress environnementaux, sociaux et économiques

FAOR, FAIDUTTI

L'adoption récente des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, associée aux Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, fournit une base pour l'accomplissement de progrès dans ce domaine.

La gestion durable des forêts est un concept large et évolutif visant à assurer l'utilisation viable et la conservation des forêts tout en procurant des avantages aux populations locales, notamment le renforcement de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Une approche paysagère de la gestion des ressources naturelles qui tient compte des piliers économiques, sociaux et environnementaux du développement durable peut contribuer à assurer la gestion durable des forêts et des arbres hors forêt dans un contexte élargi. Une telle approche systématique, ayant une forte base écologique, peut accroître l'aptitude des populations à produire, récolter et acheter des aliments dans les situations de choc et de stress environnementaux, sociaux et économiques. Cet accent mis sur la résilience est fondamental pour atteindre la sécurité alimentaire à long terme. La participation active à la gestion des terres, au partage des avantages et à la prise de décision, de toutes les parties prenantes, y compris des groupes économiquement marginalisés et socialement exclus, est cruciale à cet égard.

Des politiques renforçant les droits d'utilisation des terres, des forêts et des arbres, ainsi que les droits d'accès à ces ressources, pourraient considérablement inciter les petits agriculteurs à adopter des systèmes agroforestiers et faire en sorte que ces derniers soient reconnus comme une importante option d'investissement. Les fonds d'investissement qui appuient les petites activités agroforestières en matière de commercialisation de produits et services écosystémiques, par exemple au travers d'initiatives de commerce équitable, donnent des résultats prometteurs tant pour les investisseurs que pour les producteurs. Il a été montré que les prêts de microcrédit aux petites et moyennes entreprises forestières déterminent une hausse des revenus familiaux en zone rurale ainsi que des améliorations de la santé, de la nutrition et de la qualité de vie, en particulier lorsque ces microcrédits sont destinés aux femmes. Dans de nombreux cas, les associations de producteurs, mises en place pour répondre aux besoins des petits agriculteurs et des populations marginalisées et exclues, ont eu un impact marqué sur le renforcement des moyens d'existence des intéressés. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale élabore des principes pour des investissements agricoles responsables dans le contexte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les initiatives du programme REDD+ peuvent aider à reconnaître les droits sur les forêts des peuples autochtones et d'autres communautés locales, bien que le revenu dégagé de telles initiatives ne se soit pas encore révélé suffisant pour soutenir les forêts financièrement. Les initiatives visant

à promouvoir le développement durable de même que la sécurité alimentaire et la nutrition grâce à la gestion durable des forêts, à l'introduction d'arbres et d'arbustes, et à l'appui à la régénération naturelle dans les exploitations, sont également prometteuses. Dans de nombreux pays, les programmes favorisant un partage plus équitable des revenus forestiers améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition des plus démunis.

L'emploi décent dans le secteur forestier est fondamental pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des personnes qui tirent des forêts leurs moyens d'existence. Une approche durable pourrait envisager la multiplication des emplois plus spécialisés dans le secteur forestier et l'amélioration de ceux existants, afin d'augmenter le revenu et la productivité et de rendre les conditions de travail plus sûres et plus stables. Cela aiderait en retour à améliorer la disponibilité des aliments, l'accès à ces derniers et leur consommation en termes de calories, et à accroître leur qualité en termes de variété, de diversité, de teneur nutritive et d'hygiène. Les petites et moyennes entreprises forestières et la gestion communautaire des forêts disposent d'immenses possibilités de fournir des emplois aux communautés locales et peuvent jouer un rôle particulièrement important pour les femmes.

Des institutions rurales vigoureuses peuvent aider à assurer la contribution des forêts et des arbres hors forêt à la sécurité alimentaire et à la nutrition des communautés rurales. L'engagement des gouvernements et leur capacité à traiter ouvertement avec les communautés rurales sont indispensables.



FAO/A. CONTI

Cette zone boisée de l'Ejido Canalejas de Otates, Mexique, de propriété et de gestion communautaire, contient du bois d'œuvre utile et fournit un abri et du fourrage pour le bétail. Des partenariats vastes et intersectoriels sont indispensables pour promouvoir une utilisation durable des forêts et des arbres hors forêt par les communautés rurales, en vue de parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle

RECOMMANDATIONS

Les gouvernements, la société civile, les peuples autochtones, les organisations bilatérales et multilatérales d'aide au développement, le secteur privé et les autres parties prenantes sont invités à renforcer la contribution des forêts et des arbres hors forêt à la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'aide des mesures suivantes:

1. Participer à d'amples partenariats pour promouvoir une utilisation durable des forêts et des arbres hors forêt par les communautés rurales, en vue de parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
2. Améliorer les conditions qui relèguent actuellement les populations tributaires des forêts dans des emplois de faible niveau et basse productivité.
3. Fournir un accès aux ressources aux peuples autochtones et aux autres communautés locales, ainsi qu'aux populations marginalisées, en appliquant notamment les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.
4. Créer, le cas échéant, et renforcer les institutions communautaires rurales et amplifier le dialogue social et la représentation dans le but, en particulier, d'améliorer l'accès des populations locales aux connaissances, au crédit, aux marchés, à de meilleurs prix et aux technologies, de favoriser leur participation équitable à la prise de décision, et de reconnaître les droits, rôles et responsabilités des communautés en tant que

gardiennes et bénéficiaires des forêts et des ressources en faune sauvage.

5. Éliminer toutes les formes de discrimination dans le secteur forestier et promouvoir des opportunités égales pour les jeunes, les femmes et les hommes, de même que la protection des droits des peuples autochtones et d'autres communautés locales, y compris le droit à un consentement libre, préalable et éclairé et les droits sur le territoire.
6. Réviser toutes les lois, les politiques et les mesures afin qu'elles soutiennent les droits liés à l'alimentation établis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels et les autres traités et documents pertinents afin, notamment, qu'elles : ne violent pas le droit à l'alimentation; protègent les citoyens contre de telles violations; fournissent des mécanismes pour garantir que les communautés tributaires des forêts, marginalisées et exclues, aient accès à la justice si de telles violations sont commises; et fournir des possibilités concrètes de permettre aux communautés de s'alimenter par elles-mêmes, notamment en utilisant les forêts et les arbres.
7. Protéger les forêts et identifier les moyens d'étendre la production agricole sans entraîner de perte ou de dégradation des forêts, comme par la restauration des terres forestières dégradées et l'utilisation accrue des arbres hors forêt pour intensifier la productivité agricole.
8. Adopter une approche intégrée de la sécurité alimentaire et de la nutrition afin que les politiques sectorielles pertinentes, y compris celles sur l'agriculture, les forêts, les arbres, la faune sauvage, et la sécurité alimentaire et la nutrition, aient des objectifs, des buts et des calendriers bien définis pour leur mise en œuvre et soient coordonnées au plan intersectoriel, et que toutes les parties prenantes, des communautés tributaires des forêts à tous les ministères compétents, participent activement à leur formulation, leur application et leur surveillance.
9. Encourager la planification dans l'espace de l'utilisation des terres, en tenant compte des nombreux rôles significatifs des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition.
10. Encourager la coopération intersectorielle pour promouvoir la gestion durable des forêts et des arbres hors forêt à l'échelle du paysage, inclure les forêts et les arbres hors forêt dans les stratégies visant la résilience et identifier les leçons tirées de la gestion durable des forêts qui pourraient être appliquées pour réaliser la durabilité à l'échelle du paysage.
11. Soutenir la gestion durable de la faune sauvage comme source d'aliments, à l'aide d'une combinaison de connaissances scientifiques, techniques et traditionnelles, équilibrant les valeurs économiques, sociales et environnementales de la faune sauvage pour les générations présentes et futures.
12. Multiplier les opportunités d'emplois verts, améliorer les conditions pour les travailleurs forestiers, notamment les plus vulnérables, et intégrer des objectifs d'emploi décent dans les politiques et programmes relatifs aux forêts et aux autres ressources naturelles.
13. Encourager la création de marchés pour les services écosystémiques forestiers, comme la fourniture d'eau potable et d'autres mécanismes de financement novateurs, afin de soutenir le rôle des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition.

14. Promouvoir les investissements à long terme pour les forêts et les arbres hors forêt afin de renforcer la résilience, de manière à ce que l'aide alimentaire soit moins nécessaire.
15. Former le personnel des institutions en matière de parité, faire participer les femmes aux activités de surveillance, notification et vérification, élaborer une feuille de route intersectorielle mondiale sensible aux questions de parité pour les forêts et les arbres hors forêt.
16. Faire un meilleur usage des connaissances traditionnelles relatives à la gestion des ressources naturelles et travailler avec les parties prenantes locales pour améliorer la gestion des aliments forestiers sauvages afin d'assurer leur durabilité.
17. Renforcer l'efficacité des systèmes de cuisson à base de biomasse grâce à des approches intégrées qui tiennent compte aussi bien de la chaîne de production du bois de feu que de celle de sa conversion.
18. Appuyer le développement des compétences en matière d'entreprise, de finance et de planification des petits producteurs forestiers, pour encourager leur participation à des activités commerciales dans les domaines de l'agroforesterie, de l'arboriculture, des PFNL, de la transformation du bois à petite échelle, et de la fourniture de services écosystémiques, et maximiser les rémunérations obtenues de ces activités.
19. Appuyer la création d'associations de producteurs pour faciliter leur accès aux marchés et leur permettre de tirer des avantages équitables des forêts, y compris grâce à la valeur ajoutée locale.
20. Collaborer avec les institutions aux niveaux national et international pour améliorer la collecte, la communication et la surveillance des données en matière de PFNL, de services écosystémiques forestiers, de faune sauvage forestière et d'autres aspects forestiers de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
21. Encourager la recherche qui appuie l'utilisation durable d'espèces végétales forestières sauvages, ainsi que d'insectes et d'autres animaux, pour améliorer les rendements et augmenter la viabilité de la production alimentaire.
22. Établir des plateformes transparentes et inclusives pour la diffusion et l'échange des connaissances et des expériences

et sensibiliser l'opinion publique à l'importance des PFNL et des services écosystémiques forestiers, à la situation socioéconomique des populations tributaires des forêts, et au rôle des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition, en mettant fortement l'accent sur la fiabilité des données.

23. Créer des incitations pour renforcer la collaboration entre les disciplines scientifiques, les secteurs gouvernementaux et les institutions rurales afin de synthétiser les données scientifiques et les savoirs traditionnels concernant le rôle des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition.
24. Appuyer les efforts et les investissements visant à communiquer les connaissances sur le rôle des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition de façon accessible et convaincante aux parties prenantes clés, notamment la société civile, les institutions rurales, les scientifiques et les décideurs.
25. Reconnaître et célébrer la valeur culturelle, les liens affectifs et l'attraction des aliments forestiers et des produits arboricoles pour les communautés rurales et urbaines, afin de renforcer la volonté

politique et le soutien aux pratiques et politiques appuyant la gestion durable de ces ressources et leurs contributions à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

26. Élaborer des indicateurs, outils et méthodes de collecte des données pour la sécurité alimentaire et la nutrition, qui incorporent les forêts et les arbres hors forêt et les intérêts des femmes et des jeunes, et créent les capacités nécessaires.
27. Créer des mécanismes de sauvegarde pour garantir que les impacts, sur la sécurité alimentaire et la nutrition, de la conversion des forêts et d'autres activités comme l'exploitation minière sont pleinement pris en compte.

Les participants à la Conférence ont encouragé toutes les parties prenantes à utiliser ce résumé pour intensifier la sensibilisation au rôle des forêts et des arbres hors forêt dans la sécurité alimentaire et la nutrition. Ils ont en outre encouragé le Département des forêts de la FAO à présenter ce résumé au Comité de la sécurité alimentaire mondiale et au Comité des forêts, ainsi qu'à d'autres forums importants, notamment la deuxième Conférence internationale sur la nutrition qui se tiendra au siège de la FAO à Rome du 19 au 21 novembre 2014. ♦

Ce que les décideurs doivent faire

La FAO a élaboré une note à l'usage des responsables des politiques qui s'appuie sur ce résumé et sur d'autres résultats de la Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Cette note fait les cinq recommandations stratégiques suivantes :

- **Établir des régimes fonciers et forestiers sûrs et assurer un accès équitable aux ressources en appliquant les principes énoncés dans les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.**
- **Créer des mécanismes de coordination entre les secteurs de l'agriculture, des forêts, de l'élevage, de la pêche, de l'énergie, de l'exploitation minière et d'autres secteurs pertinents, pour renforcer la cohérence des interventions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et pour mieux harmoniser les politiques.**

- **Promouvoir les politiques qui renforcent l'accès des petits exploitants au crédit, à la technologie, aux services de vulgarisation et aux programmes d'assurance, ainsi qu'aux marchés pour la commercialisation de leurs produits forestiers et arboricoles et des services écosystémiques.**
- **Assurer l'égalité des sexes dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques visant la sécurité alimentaire, la nutrition et la réduction de la pauvreté, et des stratégies d'investissement.**
- **Renforcer les mécanismes servant à la collecte et à la diffusion rapide des données sur la contribution des forêts et des arbres à la sécurité alimentaire et à la nutrition, à utiliser dans la formulation des politiques.**

Vers la sécurité alimentaire et la nutrition améliorée: accroître la contribution des forêts et des arbres, note à l'usage des responsables des politiques, peut être téléchargée sur: www.fao.org/docrep/018/i2969f/i2969f.pdf.